



Conseil économique et social

Distr. générale
7 mai 2010
Français
Original : espagnol

Session de fond 2010

New York, 28 juin - 2 juillet 2010

Point 2 (c) de l'ordre du jour provisoire

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Lettre datée du 5 mai 2010, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport national de la République fédérative du Brésil sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, en vue de l'examen ministériel annuel qui doit se dérouler durant le débat de haut niveau de la session de fond de 2010 du Conseil économique et social.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document du Conseil économique et social au titre du point 2 c) de l'ordre du jour provisoire.

Maria Luiza Ribeiro Viotti
Ambassadrice
Représentante permanente du Brésil
auprès de l'Organisation des Nations unies



**Réalisation des objectifs et des engagements
convenus à l'échelle internationale
dans le domaine de l'égalité
entre les sexes et de l'autonomisation des femmes.**

**Rapport national soumis par le Brésil
aux fins de l'examen ministériel annuel
du Conseil économique et social de l'Organisation
des Nations Unies.**

28 juin 2010

Table des matières

	<i>Page</i>
Liste des abréviations et acronymes	3
Résumé analytique	4
Les politiques de la femme	5
Les femmes et la pauvreté	6
L'éducation et la formation des femmes	7
Les femmes et la santé	8
La violence à l'égard des femmes	9
Les femmes et l'économie	11
Les femmes dans les espaces de pouvoir et de décision	13
Notes	16
Graphiques et tableaux	18
Références	23

**Réalisation des objectifs et des engagements
convenus à l'échelle internationale
dans le domaine de l'égalité
entre les sexes
et de l'autonomisation des femmes.**

**Rapport soumis par le Brésil aux fins
de l'examen ministériel annuel
du Conseil économique et social
de l'Organisation des Nations Unies.**

28 juin 2010

Liste des abréviations et acronymes

DIU- Dispositif intra-utérin
 FNUAP - Fonds des Nations Unies pour la population
 IPEA-Institut de recherche économique appliquée
 MS - Ministère de la santé
 MST - Maladies sexuellement transmissibles
 MTE - Ministère du travail et de l'emploi
 OIT- Organisation internationale du Travail
 PNPM- Programme national sur les politiques en faveur des femmes
 PNUD- Programme des Nations Unies pour le développement
 PRONAF – Programme national d'agriculture familiale
 SINASC – Système d'information sur les naissances vivantes
 SPM/ PR Secrétariat spécial chargé des politiques de la femme/Présidence de
 la République
 SUS- Système unique de santé
 UNICEF- Fonds des Nations Unies pour l'enfance
 UNIFEM- Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
 USI – Unité de soins intermédiaires
 UTI – Unité de traitement intensif
 VIH/SIDA – Virus d'immunodéficience humaine/syndrome
 d'immunodéficience

**Réalisation des objectifs
et des engagements convenus
à l'échelle internationale dans le domaine
de l'égalité entre les sexes
et de l'autonomisation des femmes.**

**Rapport soumis par le Brésil aux fins
de l'examen ministériel annuel
du Conseil économique et social
de l'Organisation des Nations Unies.**

28 juin 2010

Résumé analytique

Le deuxième Plan national de politiques de la femme portant sur la période 2008 - 2011 tient compte des engagements internationaux contractés par le Brésil. Ce plan a été élaboré avec la coordination du Secrétariat chargé des politiques de la femme de la Présidence de la République et la participation de 22 organismes nationaux, ainsi que de 300 000 Brésiliennes qui ont fait part de leurs opinions lors des conférences tenues aux échelons national, municipal et des États. L'objectif initial de réduction de la pauvreté a été majoré de 25 % par rapport au niveau de 1990 et a été atteint en 2007. Le programme *Bolsa Familia* et d'autres programmes sociaux ont permis de réduire le pourcentage de population pauvre de 12 % en 2003 à 4,8 % en 2008. Dans le domaine de l'éducation, on observe une légère augmentation du pourcentage d'inscription de femmes à tous les niveaux de scolarité. Diverses mesures telles que le programme *Parité des sexes et diversité à l'école* ont été mises en œuvre pour venir à bout des stéréotypes liés au sexe et à la race. Entre 1990 et 2007, la mortalité maternelle est tombée de 140 à 75 pour 100 000 enfants nés vivants. Plusieurs mesures sont adoptées, en particulier le *Pacte national pour la réduction de la mortalité maternelle*, le *Plan de réduction de la mortalité infantile dans l'Amazonie légale et dans le nord-est*, pour atteindre l'objectif du Millénaire 4. Le *Pacte national pour lutter contre la violence à l'égard des femmes* regroupe les mesures appliquées par 11 organismes à l'échelon fédéral, des États et municipal. Un réseau de services a été mis en place pour aider les femmes qui sont victimes de mauvais traitements, y compris un service téléphonique gratuit au numéro 180. Le *Plan national pour lutter contre la traite des êtres humains* prévoit des actions de prévention, de formation du personnel et de prise en charge des victimes. Le *Plan national pour le travail décent* obéit à la perspective de l'équité en matière de travail. Le programme *Pro-équité entre les sexes*, la ligne de crédit *PRONAF-femmes* sont quelques-unes des mesures prises pour combattre les discriminations. Un amendement a été apporté à la législation électorale en 2009 pour favoriser la participation des femmes à l'exercice du pouvoir. Le SPM, groupe parlementaire féminin au Congrès national ainsi que le Forum national d'instances féminines dans les partis politiques œuvrent pour encourager les candidatures féminines et promouvoir un changement de mentalité au sein de la société.

**Réalisation des objectifs
et des engagements convenus
à l'échelle internationale dans le domaine
de l'égalité entre les sexes
et de l'autonomisation des femmes.**

**Rapport soumis par le Brésil aux fins
de l'examen ministériel annuel
du Conseil économique et social
de l'Organisation des Nations Unies.**

28 juin 2010

Les politiques sociales ciblées sur les populations les plus vulnérables et les politiques de promotion de l'égalité et de lutte contre la discrimination sont l'empreinte du Gouvernement dirigé par le président Luiz Inácio Lula da Silva, dès son premier mandat. Ces politiques se font l'écho des engagements contractés dans le cadre des objectifs du Millénaire, de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, ainsi que de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ratifiée en 1984, de la Convention interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme - Convention de Belém do Pará, ratifiée en 1995, ainsi que du Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants – Protocole de Palerme, ratifié en 2004.

Les politiques de la femme

Le Secrétariat spécial chargé des politiques de la femme, qui relève de la Présidence de la République et est dirigée par une ministre d'État, a pour mandat de coordonner, avec les autres secteurs de l'État, l'effort de prise en considération dans les politiques publiques, des revendications, des besoins et des potentialités des femmes dans tout le processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'exécution.

L'intégration entre les divers secteurs est explicitement reflétée dans les deux *Plans nationaux sur les politiques en faveur des femmes* (PNPM), issus des *Conférences nationales de politique en faveur des femmes* (CNPM), tenues en juillet 2004 et août 2007. Ces deux CNPM ont impliqué directement plus de 300 000 Brésiliennes qui, dans le cadre de conférences municipales et provinciales, ont défini les principes et directives des plans nationaux sur la politique en faveur des femmes, conjointement avec le Gouvernement.

Le premier PNPM prévoyait un ensemble de 199 mesures distribuées en fonction de cinq axes stratégiques; le deuxième plan, correspondant à la période 2008 - 2011, a été élargi à 388 mesures distribuées en fonction de 11 axes dont l'exécution requiert la participation de 22 organes. (1) Les 11 axes stratégiques sont les suivants : autonomie économique et égalité dans le monde du travail; éducation inclusive et non discriminatoire, santé des femmes, droits sexuels et droits génésiques; lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes;

participation des femmes aux espaces de pouvoir et de décision; développement rural et durable en milieu rural, en milieu urbain et dans les forêts; droit à la terre, à un logement digne et à une infrastructure sociale; environnement; culture, communication et moyens de communication; racisme, sexisme et lesbianisme; lutte contre les inégalités entre les générations; et gestion et suivi du Plan. (2)

Le renforcement des instances de mise en œuvre de politiques publiques dans les autres entités de la fédération se fonde sur la promotion de Plans de politique en faveur des femmes à l'échelon municipal et des États. Il existe actuellement 22 organismes chargés des questions féminines dans les États, ainsi que 275 secrétariats, coordinations ou noyaux municipaux. 23 Conseils d'État sur les droits de la femme et 345 Conseils municipaux travaillent également dans le même sens que les pouvoirs publics.

Les femmes et la pauvreté

Le rapport national d'accompagnement des objectifs du Millénaire pour le développement de 2010 indique que la pauvreté et la misère continuent de diminuer et que l'inégalité encore profonde entre riches et pauvres a enregistré une légère diminution. L'objectif initial de réduction de la pauvreté a été volontairement majoré : la réduction devrait atteindre à l'horizon 2015 le quart du niveau de 1990. Ce résultat majoré a déjà été atteint en 2007 et dépassé en 2008.

Une des principales mesures adoptées par le Gouvernement brésilien pour éradiquer la pauvreté est le programme *Bolsa Familia*. Ce programme de transferts monétaires directs, qui est considéré comme le meilleur au monde, implique certaines conditions. Les exigences sont : l'examen prénatal, l'accompagnement nutritionnel et de santé et la fréquentation scolaire des enfants et des adolescents d'établissements formels d'enseignement. Actuellement, le programme *Bolsa Familia* concerne 12,4 millions de familles, soit plus de 43 millions de personnes.

Les familles inscrites dans un registre unique sont classifiées comme pauvres ou extrêmement pauvres, classification qui définit la valeur du transfert. Dans 94 % des cas, l'allocation est remise à la famille par l'intermédiaire des femmes. Les bénéficiaires et les responsables du projet s'accordent à reconnaître qu'il est souhaitable que les femmes soient les titulaires préférentielles étant donné que ce sont les personnes qui « connaissent le mieux les besoins de la famille » et qui « tendent à orienter les dépenses vers l'alimentation et les enfants ». Les principales retombées de ce programme en termes de la condition sociale des femmes sont : la visibilité des bénéficiaires en tant que consommatrices; l'affirmation de leur autorité dans l'espace familial de par leur capacité d'achat liée à l'allocation reçue; et le changement en termes de perception des bénéficiaires comme citoyennes, grâce à l'obtention de leurs documents d'identification.

La mise en œuvre du programme *Bolsa Familia* et des autres politiques sociales s'est traduite, entre 2003 et 2008, par un recul de la pauvreté qui est passée de 12 % de la population à 4,8 % de la population vivant avec moins de 1,25 dollar PPA par jour.

L'éducation et la formation des femmes

Les femmes brésiliennes sont de plus en plus présentes à tous les niveaux de l'enseignement. Elles sont majoritaires dans l'enseignement secondaire et universitaire ainsi que comme bénéficiaires de bourses de maîtrise et de doctorat dans le pays. En 2008, les femmes âgées de plus de 15 ans avaient en moyenne une scolarisation de 7,6 ans d'études par rapport à 7,3 ans pour les hommes (graphiques 1 et 2). Les bons résultats observés au niveau de la scolarité féminine concernent les jeunes femmes, les femmes pauvres plus âgées en restant exclues. Étant donné la parité en termes d'effectifs scolaires vérifiés, d'une manière générale, avec une légère supériorité pour les femmes, les mesures de discrimination positive se limitent à certains groupes comme les populations autochtones, les populations rurales, les communautés quilombos, les personnes d'ascendance africaine, les personnes handicapées, les personnes âgées, entre autres.

En ce qui concerne l'enseignement professionnel et technologique, le nombre d'inscriptions a augmenté entre 2003 et 2005, le nombre de femmes étant légèrement supérieur à celui des hommes (graphique 3). Les hommes restent toutefois majoritaires dans les filières dites masculines, à savoir industrie, informatique et agricole. L'exception est la construction civile, domaine dans lequel de nombreuses femmes ont acquis une formation. Les femmes restent majoritaires dans les études liées à la santé.

Malgré les progrès accomplis, des revendications fondamentales pour l'égalité des sexes restent en vigueur : la sensibilisation des responsables à l'échelon fédéral, des États et municipal; la formation de professionnels à l'échelon national; une approche transversale de la question de l'égalité des sexes dans les plans d'études de l'enseignement de base et supérieur; et l'élaboration de matériel didactique et d'orientation pour les professeurs aux fins de la pratique en salle de classe.

Depuis 2005, le Ministère de l'éducation, en coordination avec le SPM, applique le programme *Parité des sexes et diversité à l'école* dans le but de venir à bout des stéréotypes associés au sexe, à la race et à l'orientation sexuelle; ce programme consiste à former des professionnels des écoles publiques de façon à ce qu'ils puissent gérer la diversité dans les salles de classe et mettre fin aux préjugés dans les attitudes et les comportements.

Le programme *Les femmes et la science*, appliqué depuis 2005, obéit aussi à cet effort de lutte contre les stéréotypes sexistes en matière d'éducation et vise à stimuler la production scientifique et la pondération dans les rapports entre les sexes dans les pays, ainsi qu'à encourager la participation des femmes dans le domaine des sciences et des carrières universitaires. Le programme prévoit les activités suivantes : a) le Prix « Construire l'égalité des sexes », qui est un concours de composition et d'articles scientifiques pour les étudiants de l'enseignement secondaire, de l'enseignement supérieur et des diplômés qui, dans sa dernière édition, a concerné un public de près de 5 000 étudiants; b) le bulletin de recherche dans le domaine des études des relations entre les sexes, des femmes et du féminisme; et c) la Rencontre nationale des centres et groupements de recherche sur le thème de l'égalité des sexes et de la science.

Le projet *1000 femmes* vise lui aussi à promouvoir l'équité, combattre la violence et faciliter l'accès à l'éducation. Il prévoit, pour la fin de l'année 2010, la formation technique et technologique de près de 1 000 femmes défavorisées et des

régions nord et nord-est, en fonction de la vocation économique de chaque communauté. Ce projet est structuré autour de trois axes, à savoir l'éducation, la citoyenneté et le développement durable, et cherche à promouvoir l'inclusion sociale moyennant la formation en vue de l'autonomisation, ainsi que la création de voies alternatives pour favoriser l'insertion sur le marché de l'emploi.

Les femmes et la santé

Dans le cadre des PNPM I et II et en coordination avec le SPM, le Ministère de la santé (MS) exécute un grand nombre de programmes et d'actions s'adressant aux spécificités de la santé des femmes. Un élément important pour garantir le caractère universel, équitable et intégral des services de santé a été la prise en considération de la perspective de diversité et des besoins particuliers des femmes de différentes localités ou connaissant différentes situations sociales telles que les femmes autochtones, noires, lesbiennes et bisexuelles, adolescentes, jeunes et plus âgées, en situation carcérale, vivant dans les zones rurales, victimes de la violence et porteuses du VIH/sida, entre autres. C'est pour répondre à cette nécessité qu'est appliquée depuis 2004 la *Politique nationale de santé intégrée pour les femmes*.

En ce qui concerne la mortalité maternelle, la régression a été graduelle. Entre 1990 et 2007, le taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes a diminué de 140 à 75. Pour parvenir à l'objectif ambitieux de réduire la mortalité maternelle à 35 décès sur 100 000 à l'horizon 2015, les autorités ont lancé en 2004 le *Pacte national visant à réduire la mortalité maternelle* qui a été reconnu comme une stratégie novatrice de mobilisation sociale dans le processus de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Ce Pacte, qui a été accepté par les 27 États du Brésil, met l'accent sur l'action d'environ 1 000 Comités sur la mortalité maternelle qui œuvrent dans tout le pays aux échelons national, régional, des États et municipal. L'objectif est de réduire de 15 % le taux de mortalité maternelle dans le pays d'ici 2011.

Le *Plan de réduction de la mortalité infantile en Amazonie légale et dans le nord-est* vise à réduire de 5 % par an, jusqu'à 2010, le taux de mortalité infantile et néonatale dans 250 municipalités prioritaires de ces régions qui présentent la situation la plus critique. Pour ce faire, le Plan prévoit une augmentation du nombre d'équipes de santé familiale pour la prise en charge de l'examen prénatal, de l'accouchement et des soins des nouveau-nés; un accroissement du nombre de lits dans les unités de traitement intensif (UTI) et les unités de soins intermédiaires (USI); l'aménagement des espaces physiques dans les maternités et les hôpitaux; des services de transport sûrs pour les nourrissons et les nouveau-nés; le développement du réseau de Banques de lait humain; la qualification de médecins pédiatres et de gynécologues; la qualification de professionnels pouvant prendre en charge des urgences en obstétrique; la qualification de professionnels en matière de transport, d'information et de suivi dans le domaine de la santé; la gestion de l'information - augmentation de la couverture et de la qualité des systèmes d'information de la mortalité (SIM) et d'information relative aux naissances vivantes (SINASC); des actions de suivi épidémiologique de la mortalité fœtale, infantile et maternelle au sein des secrétariats de la santé des États et des municipalités; la mise en place des Comités de mortalité infantile et maternelle; le renforcement de la supervision et de la mobilisation sociales; la promotion de la recherche régionale dans des domaines liés à la mortalité infantile et maternelle.

La *Politique nationale sur les droits sexuels et génésiques* est un instrument qui permet d'accroître le nombre et la diversité des méthodes de contraception distribuée aux femmes en âge de procréer. Cette Politique se fonde sur un concept élargi de la santé de la femme et vise à prévenir les grossesses non désirées et à réduire le nombre d'avortements provoqués et les décès maternels qui s'ensuivent. Cette politique est fondée sur trois axes, à savoir l'offre élargie de méthodes de contraception réversible, un meilleur accès à la stérilisation chirurgicale volontaire et l'introduction de la procréation humaine assistée dans le cadre du SUS. (4)

La *Politique nationale de planning familial*, lancée en 2007, a notamment encouragé l'inclusion de la vasectomie dans la Politique nationale d'opérations chirurgicales électives et l'incorporation des contraceptifs dans les pharmacies et drogueries du programme *Pharmacie populaire du Brésil*, où sont appliquées des réductions allant jusqu'à 90 % des prix. Depuis 2008, les autorités ont acheté 1 milliard de préservatifs pour en assurer la distribution et ont intensifié les campagnes d'information sur les méthodes de contraception.

Le *Plan intégré de lutte contre la féminisation du VIH/sida et d'autres MST*, qui est soutenu par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), vise à faciliter la création et la mise en œuvre de mesures intersectorielles susceptibles d'accélérer l'accès aux éléments de prévention, au diagnostic et au traitement des maladies sexuellement transmissibles et du VIH/sida. 20 plans d'action ont été mis en œuvre à l'échelon des États pour réduire l'incidence de la contagion qui augmente surtout dans le groupe des femmes adultes mariées.

D'autres mesures dignes d'être mentionnées sont le *Plan d'action pour le contrôle du cancer du sein et du col utérin* qui a permis d'accroître le nombre de mammographies, de biopsies du sein et d'examens cytopathologiques et de réduire le traitement chirurgical plus radical et mutilant; les mesures adoptées dans le domaine de l'obstétrique, notamment la formation de médecins et d'infirmiers/infirmières en ce qui concerne les urgences et les campagnes de promotion de l'accouchement normal; le *Programme national de prise en charge des porteurs d'anémie falciforme*, en particulier parmi les femmes en âge de procréer; et le *Service mobile de soins d'urgence*.

La violence à l'égard des femmes

Depuis 2003, l'élaboration et la mise en œuvre de la *Politique nationale de lutte contre la violence faite aux femmes* ont permis d'appliquer des mesures en matière de prévention, d'assistance et de garantie des droits de la femme dans différents domaines.

La *Loi sur la lutte contre la violence conjugale et familiale* (Loi 11.340, du 7 août 2006, dite Loi Maria da Penha) a mis en place un mécanisme pour lutter contre la violence conjugale et familiale à l'égard des femmes; elle est considérée par l'UNIFEM comme l'une des trois législations les plus avancées au monde en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes. Cette législation se fonde sur des documents internationaux ratifiés par le Brésil et prévoit, entre autres, la création de tribunaux chargés de la violence conjugale et familiale à l'égard des femmes et

l'application de mesures d'assistance et de protection des femmes qui sont victimes de violence conjugale et familiale.

En août 2007, le gouvernement fédéral a lancé le *Pacte national de lutte contre la violence à l'égard des femmes* comprenant plusieurs mesures qui devront être appliquées durant la période 2008 - 2011, notamment en faveur des femmes rurales, noires et autochtones, à la lumière des spécificités de chaque groupe, de la discrimination dont elles font l'objet et de leur plus grande vulnérabilité sociale. En tout, 11 ministères et secrétariats, outre les États et les municipalités, des entreprises publiques, le pouvoir judiciaire, le Ministère public, des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales, participent à la mise en œuvre de ce pacte. L'objectif commun est de lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes au moyen de la prévention, de la prise en charge, de la protection et de la garantie des droits des femmes victimes de sévices, ainsi que de la promotion d'un changement culturel propre à véhiculer des attitudes égalitaires et des valeurs éthiques de respect absolu de la diversité et de la paix.

Des mesures sont prévues en fonction de quatre axes stratégiques, par exemple : a) construction, réforme et rééquipement de centres de référence de services pour les femmes, de maisons d'accueil, de commissariats spécialisés dans les services prêtés aux femmes, de tribunaux spéciaux sur la violence conjugale et familiale à l'égard des femmes et des bureaux du Ministère public pour la femme; b) formation de professionnels du réseau des services accordés aux femmes victimes de sévices; c) soutien aux initiatives de prévention de la violence faite aux femmes et de consolidation des droits humains des femmes en situation carcérale; d) développement et renforcement de la *Centrale de services accordés aux femmes - Faites le numéro 180*; e) promotion et réalisation de campagnes de prévention et de lutte contre la violence faite aux femmes; f) mise en place de la politique nationale de lutte contre la traite des êtres humains; g) formation de professionnels de l'éducation en matière de contenus non discriminatoires.

Il existe actuellement dans le pays 60 maisons d'accueil, 146 centres de référence, 56 bureaux spécialisés du Ministère public, 475 commissariats ou postes de police spéciaux chargés d'assister les femmes, 147 tribunaux spécialisés ou tribunaux de la famille adaptés à la question de la violence conjugale et familiale, 14 bureaux spécialisés et au sein des Ministères publics des États et cinq bureaux de défense spécialisés, 8 bureaux de lutte contre la traite des êtres humains et 7 services de responsabilisation de l'agresseur.

La Centrale de services accordés aux femmes - Faites le numéro 180 est un service offert par le Gouvernement fédéral depuis novembre 2005; cette centrale a reçu 401 729 appels en 2009, chiffre qui représente une augmentation de 1 890 % par rapport à 2006. Étant donné son caractère de service national et gratuit, la Centrale est une porte d'entrée au réseau de services destinés aux femmes victimes de la violence; elle apporte également de précieuses informations pour subventionner les politiques publiques de lutte contre la violence à l'égard des femmes.

Une campagne importante a été lancée en 2008 sous le nom de *Campagne nationale pour la lutte contre la violence faite aux femmes vivant les zones rurales et forestières*. L'objectif de cette campagne, dont le slogan est « Les femmes maîtresses de leur vie - vivre sans violence est un droit des femmes des zones rurales et forestières » est d'informer toutes les femmes des zones rurales et

forestières à propos de la violence conjugale et familiale. Cette campagne est ciblée sur les travailleuses rurales, les travailleuses de la noix de coco, les femmes noires rurales et des communautés quilombos, les femmes de l'Amazonie, les femmes qui travaillent dans le secteur du caoutchouc et dans l'agriculture et consiste à réaliser des activités culturelles, des activités dans les écoles, des programmes et des feuillets radiophoniques, ainsi que diverses actions éducatives visant à la création de réseaux de solidarité pour venir à bout de la violence faite aux femmes.

Pour lutter contre la traite des êtres humains, un *Plan national de lutte contre la traite des êtres humains* a été adopté en 2008; ce plan prévoit les actions suivantes : a) un soutien au projet pilote de structuration d'un réseau de services et d'élaboration d'une proposition méthodologique de services en faveur des femmes victimes de la traite des êtres humains, ainsi que pour renforcer le travail de prévention; b) la réalisation d'activités de formation et le développement du réseau de services en faveur des femmes tenant compte de la lutte contre la traite des femmes; c) une formation pour toutes les opératrices de la *Centrale de services accordés aux femmes - Faites le numéro 180* afin qu'elles fournissent des services adéquats aux femmes victimes de la traite; et d) un soutien à la création de centres de référence de services accordés aux femmes victimes de sévices dans les régions frontalières sèches. À cet égard, le Brésil a souscrit, en novembre 2009, un Mémoire d'entente avec l'Argentine et le Paraguay dans la Triple Frontière et un autre avec le Venezuela, en avril 2010.

Les femmes et l'économie

Les avantages comparatifs des femmes durant la période de scolarité ne se reflètent pas dans le marché de l'emploi. L'espace social du travail est le théâtre de discriminations et d'inégalités encore plus criantes. Les inégalités sociales sont aggravées par les inégalités ethniques, raciales et sexistes contribuant ainsi à la construction d'une hiérarchie qui se retrouve pratiquement dans tous les indicateurs sociaux et économiques, à savoir que les hommes et les blancs sont en général mieux à même de s'intégrer au marché du travail que les femmes et les noirs. Les femmes noires subissent la discrimination la plus lourde en raison de la double différenciation de sexe et de race/ethnie.

Le *Plan national pour le travail décent* a été institué le 4 juin 2009 pour faciliter l'articulation, le suivi et l'évaluation des programmes et des mesures prises par le gouvernement fédéral à la lumière des engagements et des objectifs assumés par le Brésil dans le cadre d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté et de promotion du développement équitable, inclusif et durable. Ce plan est le résultat d'un effort conjoint entre 18 ministères et secrétariats coordonnés par le Ministère du travail et de l'emploi et qui tient compte du souci de l'égalité des sexes incorporé par le SPM.

Entre 1998 et 2008, le taux de participation des femmes au marché de l'emploi a augmenté de 52,8 % à 57,6 %. Cette augmentation en pourcentage des femmes correspond à une légère baisse du taux d'occupation des hommes. La persistance de la disparité entre hommes et femmes au travail est essentiellement imputable à l'attribution du travail domestique non rémunéré aux femmes. En 2008, les Brésiliennes consacraient en moyenne 25,1 heures par semaine aux activités de

soins de la famille et du ménage, contre une moyenne de 10 heures pour les hommes.

Une fois intégrées au marché du travail, les femmes occupent des postes moins bien rémunérés et jouissant d'une protection sociale plus limitée. En 2008, 42 % des femmes ayant un emploi occupaient des postes considérés précaires. Presque 16 % des Brésiliennes travaillent comme employées domestiques (graphique 4). Il y a également une différence notable en termes de rente. En 2008, les femmes ayant un emploi recevaient 84 % des rentes perçues par les hommes, différence qui s'accroît au niveau des plus scolarisés.

L'une des mesures adoptées pour combattre les inégalités et les discriminations associées au sexe sur le marché de l'emploi est le *Programme pro-équité des sexes*, lancé en 2005 avec le soutien de l'OIT et de l'UNIFEM, qui vise essentiellement à promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes dans les organisations publiques et privées sur la base de nouvelles conceptions et de nouvelles pratiques dans la gestion du personnel et de la culture organisationnelle. Ces innovations sont reconnues moyennant l'octroi d'un sceau de qualité à certaines entreprises. Ce sceau reste en vigueur pendant 12 mois et récompense l'engagement de l'organisation vis-à-vis de l'égalité des sexes dans toute sa communication institutionnelle. C'est pourquoi la stratégie adoptée par le programme prévoit une mesure d'incitation à l'adhésion volontaire des entreprises et à l'élaboration, par ces dernières, d'un plan d'action visant à promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes sur les lieux de travail.

Dans la première version du Programme, le sceau de qualité a été octroyé à 11 entreprises du secteur public. Dans la deuxième version du programme, en 2007, 50 organisations correspondant à des entreprises privées et à des institutions publiques se sont inscrites; 36 d'entre elles ont présenté leur plan d'action et 23 ont obtenu le sceau de qualité après avoir matérialisé au moins 70 % des mesures prévues. En 2009, le nombre d'inscriptions a été de 84 entreprises.

Deux nouveaux programmes sont à mentionner, toujours dans le domaine du travail. Le *Programme travail, artisanat, tourisme et autonomie des femmes* a pour but de renforcer les politiques publiques d'encouragement du tourisme local moyennant la formulation de stratégies pour le secteur productif artisanal, garantissant l'autonomie et le rôle de premier plan des femmes en matière d'artisanat, dans le cadre de l'approche de l'égalité des sexes et de l'identité culturelle régionale. Le programme *Travail et esprit d'entreprise des femmes* a été lancé en 2007 dans le but d'encourager et de soutenir les femmes qui souhaitent créer et développer leurs propres entreprises.

Le *PRONAF - femmes* est une ligne spéciale de crédit destinée aux femmes des zones rurales qui constituent un des instruments de promotion de l'égalité hommes femmes dans l'agriculture familiale. Entre 2003 et 2008, le PRONAF – femmes a conclu 35 697 contrats pour une somme de plus de 100 millions de dollars des États-Unis octroyés sous la forme de crédits aux femmes des zones rurales, de façon croissante pour chaque récolte. Grâce à cet encouragement, l'octroi de crédits pour les femmes est passé de 10,41 % des contrats en 2001 à 25,50 % en 2006.

Un élément important dans cette évolution a été la délivrance de 560 000 papiers émis dans le cadre du *Programme national de documentation de la travailleuse rurale*, entre 2004 et 2007, qui a permis non seulement de délivrer

gratuitement les papiers en question, mais aussi d'encourager la prise de conscience quant à la nécessité et l'utilité de la documentation civile et du travail ainsi qu'une orientation pour l'accès des femmes aux politiques publiques dans le cadre de la réforme agraire, de l'agriculture familiale et de la sécurité sociale.

Toujours en ce qui concerne les femmes rurales, l'objectif consistant à délivrer 400 000 titres de propriété communs, dans le cas des parcelles appartenant à des couples, à toutes les familles bénéficiaires de la réforme agraire entre 2004 2007 dans le cadre du premier PNPM a été dépassé puisque 415 653 femmes ont pu bénéficier du Projet d'établissement. Jusqu'au début de la décennie actuelle, le pourcentage de femmes détentrices de titres de propriété était de 13 %. À la suite des nouvelles mesures appliquées, ce pourcentage a atteint 55,8 % en 2007. Les données disponibles montrent que le nombre de femmes de zones rurales bénéficiaires de programmes de crédits et de réforme agraire a considérablement augmenté, ce qui se traduit par une amélioration des conditions de vie et d'autonomie de milliers de femmes.

Les femmes dans les espaces de pouvoir et de décision

La deuxième CNPM a consacré le principe d'une conception d'une participation politique à plusieurs facettes, qui vont de la participation aux organisations de la société civile à l'occupation de fonctions et de mandats électifs au sein de l'État. Actuellement, les femmes ont une forte présence dans les différentes associations professionnelles, par exemple les quartiers, les syndicats, les universités et les partis politiques. (5)

La participation des femmes aux instances de pouvoir du pays se développe progressivement, de façon encore timide (tableau 1). Aux élections de 2006, sur un total de 2 498 femmes candidates (deux d'entre elles à la présidence de la république, 26 aux gouvernements des États, 35 au Sénat, 652 à la chambre fédérale et 1 783 aux assemblées législatives), 176 seulement ont été élues. De ce total, 123 femmes (soit 11,61 %) ont été élues pour occuper une partie des 1 059 sièges des assemblées législatives des États et du district fédéral. Les femmes représentent 11,1 % des gouverneurs d'État et 7,5 % des 5 559 maires. Dans ce domaine plus revêché à la participation des femmes, leur représentation est encore plus faible s'agissant de femmes noires, autochtones, jeunes, lesbiennes, handicapées, rurales, travaillant comme domestiques et provenant des secteurs populaires.

Sur le plan international, le Brésil a été un des premiers pays à garantir les droits politiques des femmes; toutefois, il fait actuellement partie du groupe des pays qui affichent des résultats intermédiaires/déficients en termes de présence des femmes au Parlement. Selon des chiffres de « *l'Union interparlementaire* », le pays se situait, en 2009, au 107^e rang sur 187 pays, à un niveau inférieur à la moyenne de l'Amérique qui était de 22,6 % pour la chambre et de 20,2 % pour le Sénat.

Le *groupe parlementaire féminin de la Chambre et du Sénat* est le mécanisme national mis en place pour favoriser l'égalité des sexes au sein du pouvoir législatif; il travaille en étroite coordination avec le SPM pour que le souci de l'égalité des sexes soit pris en considération dans les grands thèmes abordés par la Chambre, telle que la crise économique, la réforme politique, et les amendements du Code

civil. Le groupe parlementaire féminin de la Chambre des députés est actuellement composé de 45 députées représentant 11 partis. Au Sénat, le groupe est composé de 10 sénatrices de 4 partis.

La révision, en 2009, de la loi 9504/97 est une conquête importante sur la voie de la plus grande participation des femmes à la politique. Une commission tripartite coordonnée par les SPM a élaboré un projet et est intervenue dans les débats qui se sont déroulés au Congrès national à propos de la réforme politique. Le travail intense de cette Commission, ainsi que du groupe parlementaire féminin a permis de modifier la rédaction originale du texte où il était question de remplacer « réserver » par le terme « remplir », signifiant que chaque partie ou coalition doit présenter un minimum de 30 % et un maximum de 70 % de candidatures de chaque sexe. Le texte garantit également aux femmes la participation au fonds de chaque parti destiné au financement des campagnes électorales et 10 % de temps gratuit de propagande électorale. (6)

Le *Forum national d'instances féminines dans les partis politiques* est composé de représentantes de 16 partis. (7) Son objectif est d'assurer le suivi et la promotion des femmes au sein des instances des partis; de collaborer à la formation politique des femmes, de faire pression sur les débats sur la réforme électorale et dans le cadre de l'appareil juridique électoral; de faire en sorte que les revendications des femmes soient incorporées aux plateformes électorales; de favoriser les actions propres à encourager les femmes à participer aux élections, et d'intervenir de façon effective dans la lutte contre les discriminations à l'égard des femmes.

Avec le soutien du SPM et du Conseil national pour les droits des femmes, ce forum a élaboré la *Plateforme Pour plus de femmes au pouvoir*, dans laquelle sont énumérées des politiques qui seront promues par des candidates à des fonctions électives. Cette Plateforme s'inscrit dans le cadre de la campagne permanente du même nom, qui a été lancée en 2009 dans le but de promouvoir une action de transformation des structures du pouvoir et des institutions, ainsi que de la culture et de la mentalité conduisant à l'instauration de nouvelles relations sociales entre hommes et femmes. (8) Une autre action réalisée par le forum, conjointement avec le SPM/PR est l'élaboration d'un matériel didactique destiné à la formation de femmes de partis politiques pour favoriser l'augmentation de candidatures féminines aux élections. C'est aussi à cette fin qu'ont été organisés plusieurs séminaires régionaux dans 10 États, durant le premier semestre 2010. Les efforts visent particulièrement à encourager la participation de femmes noires à la politique, sur la base de la publication d'un guide spécifique pour le Secrétariat aux politiques de promotion de l'égalité raciale, avec le soutien du PNUD.

Au sein du pouvoir judiciaire, le constat est que, sur la base de la carrière professionnelle et à l'issue d'un concours public (série d'examens), le nombre de femmes est significatif, bien que la situation s'inverse dans les instances supérieures. Les femmes représentent 45,95 % du parquet, 34,4 % des magistrats et 19,45 % des membres des Conseils nationaux de justice. Toutefois, dans les tribunaux de plus haute instance, 14 postes de magistrats sur 80 étaient occupés par des femmes en 2009 (soit 17,5 %).

Au sein du pouvoir exécutif, le pourcentage de femmes occupant des fonctions hiérarchiques plus élevées a augmenté de 13 % en 1999, pour atteindre 20 % en 2000. Dans la carrière diplomatique, les femmes ne représentaient que 6,1 % du

total dans la catégorie d'ambassadeurs du Brésil en 2003. 21 femmes exercent actuellement cette fonction sur un total de 177 (soit 11,86 % du total des diplomates correspondant cette catégorie alors que le pourcentage moyen de femmes dans la carrière est de 21,1 %).

Notes

1) Le deuxième Plan national de politiques de la femme (2008-2011) est accessible en portugais, espagnol et anglais sur le site Internet suivant :

http://200.130.7.5/spmu/portal_pr/destaques_plano_nacional_pr.htm

2) Le Comité d'articulation et de suivi du plan, auquel participent 16 ministères ou secrétariats, a été mis en place pour permettre le suivi, l'évaluation et de contrôle social du PNPM. L'Observatoire Brésil pour l'égalité des sexes a été créé en 2009 pour subventionner la formulation et le perfectionnement de politiques de genre et de politiques publiques en général, tant à l'échelon fédéral que des États et municipal. L'Observatoire est composé de cinq groupes de travail dans des domaines stratégiques : indicateurs, politiques publiques, législation et secteur législatif, domaine international, et communication et moyens de communication.

3) Au Brésil, les actions et les services publics de santé sont offerts par des organes et des institutions d'État (niveau fédéral, des États et municipal), ainsi que par les institutions publiques de contrôle de qualité, de recherche et de production de fournitures, de médicaments, voire de sang et d'hémodérivés, ainsi que d'équipements pour le secteur santé. Cet ensemble d'actions et de services constitue le système public de santé (SUS), conformément aux dispositions de l'article 4^o de la Loi organique du SUS – Service unique de santé (Loi n° 8.080, de 1990.)

4) Depuis le lancement, en 2005, de la *Politique nationale sur les droits sexuels et génésiques*, le MS distribue des méthodes contraceptives aux usagers du SUS : pilules et mini pilules d'urgence (depuis 2006), contraceptifs injectables, diaphragmes, préservatifs masculins et DIU.

5) Au sein de ces institutions, les femmes créent généralement des groupes pour construire des espaces sous la forme de coordinations, de départements et de bureaux qui mènent des études et formules des propositions sur la thématique des femmes et des rapports hommes femmes, conjointement avec les institutions respectives, l'État et la société. Sur le plan de la société organisée, il faut souligner les mouvements féministes et les mouvements de femmes dans toute leur diversité : femmes noires, autochtones, femmes rurales, employées domestiques et femmes au foyer, association de mères de famille. Ces groupes se fondent sur des identités qui vont au-delà de la référence de sexe et sont l'expression de convergences entre la condition sociale, de race - ethnie, d'orientation sexuelle, entre autres les aspects. D'autres espaces de participation pour les femmes sont les mouvements écologistes, des droits humains, de lesbiennes, d'homosexuels, de bisexuels et transgenres (travestis et transsexuels), ainsi que de personnes handicapées, de personnes âgées, d'enfants et de jeunes.

6) La Loi n° 12.034/2009, en ce qui concerne le développement de la participation politique des femmes, apporte les modifications suivantes :

1. Le paragraphe trois de l'article 10 de la loi numéro 9504/1997 est dorénavant libellé de la façon suivante : « Du nombre de places vacantes résultant des normes visées dans cet article, chaque parti ou coalition remplira un minimum de 30 % (trente %) et un maximum de 70 % (soixante-dix %) par des candidatures de chaque sexe ».

2. L'alinéa V et le paragraphe 5 se sont ajoutés à l'article 44 de la loi numéro 9096/1995 et qui régit l'application des ressources du Fonds partisan :

« V. Dans la création et le maintien des programmes de promotion et de diffusion de la participation politique des femmes conformément au pourcentage qui sera fixé par l'organe national de direction du parti, respectant un minimum de 5 % (cinq %) du total ».

« § 5 Le parti qui ne respecterait pas les dispositions de l'alinéa V du texte de cet article devra, l'année suivante, accroître de 2,5 % le pourcentage du Fonds partisan destiné à cette rubrique et ne pourra l'utiliser pour d'autres activités. »

3. L'article 45 de la loi numéro 9096/1995 relatif à la propagande partisane gratuite inclura un nouvel alinéa IV :

« IV- promouvoir et diffuser la participation politique féminine, et consacrer aux femmes le temps qui sera déterminé par l'organe national de direction du parti respectant un minimum de 10 % (dix %) ».

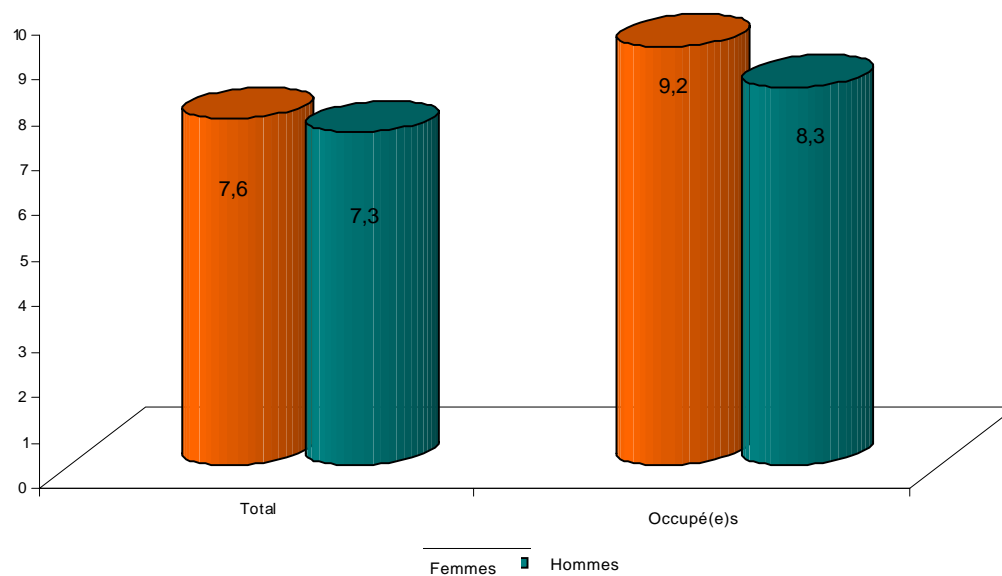
7) Des 27 partis politiques inscrits au Brésil, 16 se sont dotés d'une organisation interne de femmes : Démocrates - DEM; Parti communiste brésilien - PCB; Parti communiste du Brésil - PC do B; Parti démocratique travailliste -PDT; Parti humaniste de la solidarité - PHS; Parti du mouvement démocratique brésilien - PMDB; Parti populaire - PP; Parti populaire socialiste - PPS; Parti de la république -PR; Parti républicain brésilien - PRB; Parti socialiste brésilien - PSB; Parti de la Social-démocratie brésilienne - PSDB; Parti des travailleurs - PT; Parti travailliste brésilien - PTB; Parti travailliste national - PTN; et Parti vert - PV.

8) La *Plateforme Pour plus de femmes au pouvoir*, élaborée par le Forum national des instances de femmes de partis politiques, avec le soutien du SPM/PR et du Conseil national des droits des femmes (CNDM) pour les élections de 2008, a été actualisée pour les élections au niveau des États et au niveau fédéral de 2010. En octobre 2010, des élections auront lieu pour élire le Président de la République, les gouvernements des États et du district fédéral, deux tiers du Sénat fédéral, la chambre fédérale, les assemblées législatives des États et du district fédéral. Le site <http://www.maismulheresnopoderbrasil.com.br> a pour objectif de divulguer des nouvelles, des statistiques, des textes, des articles des études sur la participation des femmes à la politique et dans les espaces de pouvoir de décision, laquelle ne concerne pas seulement la présence des femmes dans les trois pouvoirs de l'État, mais aussi dans les entreprises publiques et privées, les partis politiques, ainsi que dans les mouvements et organisations de la société civile.

Graphiques

Graphique 1

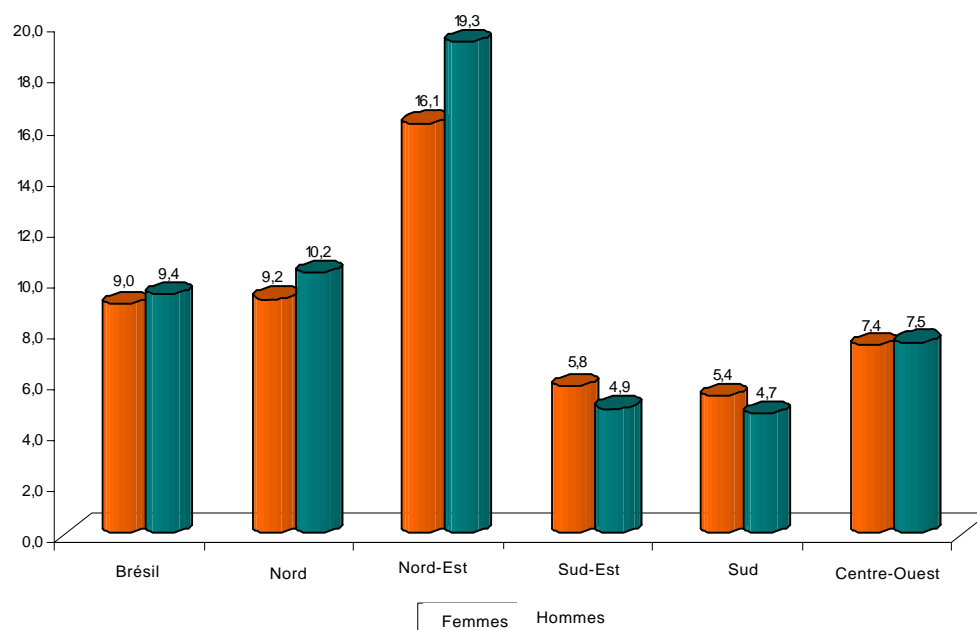
Brésil, 2008.



Source : IBGE. Synthèse des indicateurs sociaux 2008. Rio de Janeiro : IBGE, 2009.

Note : * Concerne la population urbaine

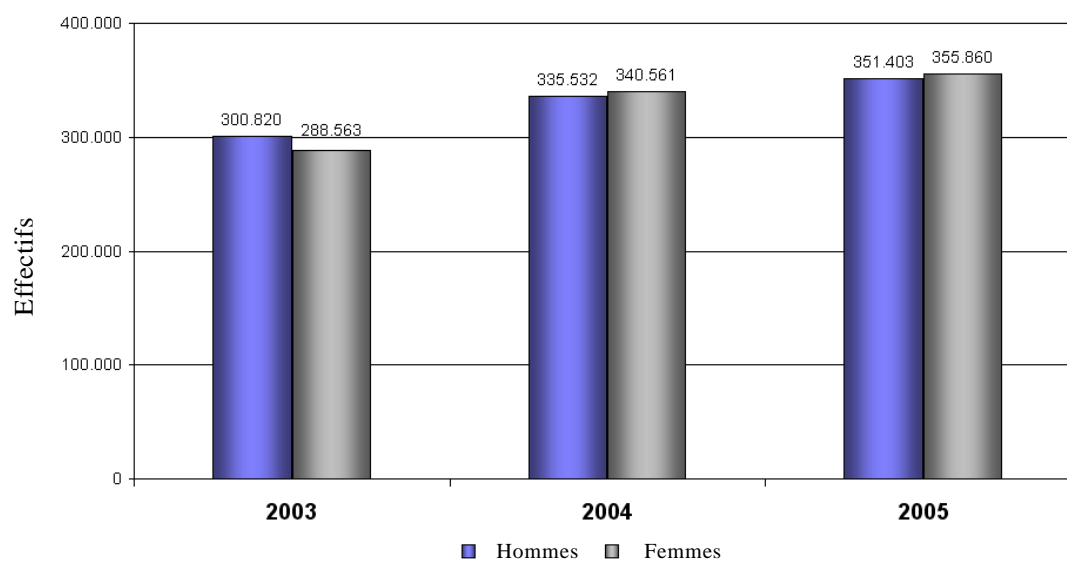
Graphique 2



Source : IBGE. Synthèse des indicateurs sociaux 2008. Rio de Janeiro : IBGE, 2009.

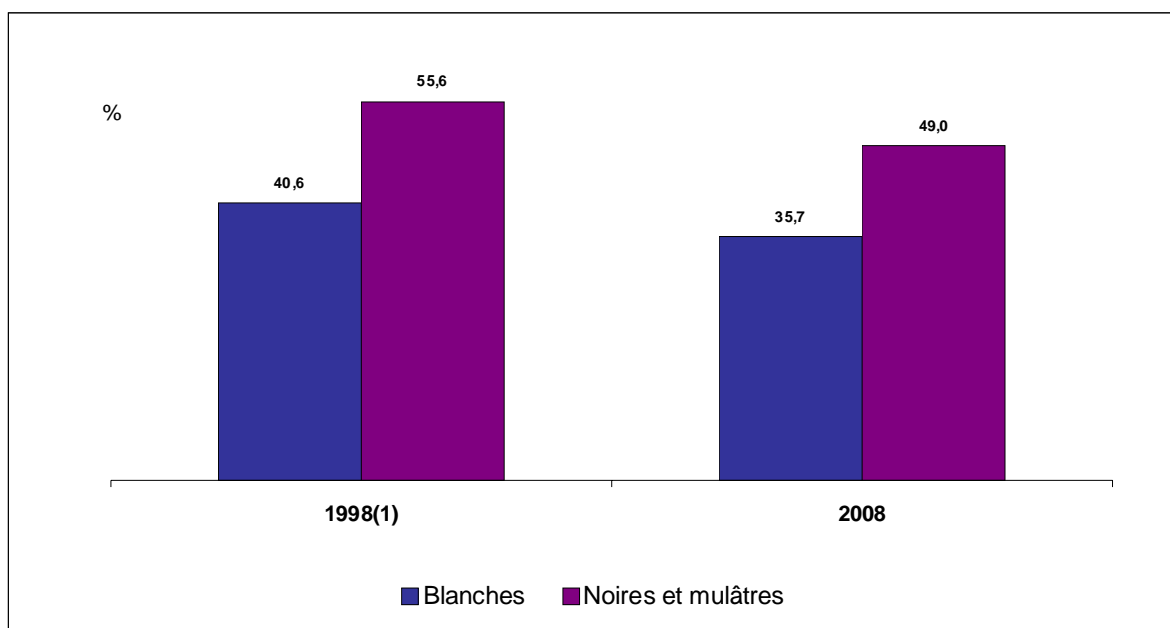
Graphique 3

**Effectifs scolaires dans l'enseignement professionnel, par année,
selon le sexe, 2003-2005, Brésil**



Graphique 4

**Proportion de la population féminine
occupée, âgée de 15 ans ou plus,
dans des activités considérées comme précaires,
Brésil, 1998/2008.**



Source : IBGE, « Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios » 1998/2008.

Note : Travailleurs sans papiers, employée domestique, travail non rémunéré, travail de production pour l'autoconsommation et dans la construction pour utilisation propre. (1) Exclusivement la population rurale de Rondônia, Acre, Amazonas, Roraima, Pará et Amapá.

Tableau 1

**Distribution entre hommes et femmes,
par fonctions dans certaines instances
de pouvoir. Brésil, 2009.**

Pouvoirs de l'État	Poste/mandat	Femmes		Hommes		Total
		N°	%	N°	%	N°
Pouvoir législatif	Député(e) Niv.Fédéral	45	8,77	468	91,23	513
	Député(e) Niv.États/Districts	123	11,60	936	88,40	1.059
	Conseiller(ère)	6.556	12,65	45.252	87,40	51.808
	Sénateur(trice)	10	12,34	71	87,654	81
Pouvoir exécutif	Président(e) de la République	-	-	1	100,0	1
	Gouverneur	3	11,10	24	88,9	27
	Maire(sse)	418	7,50	5.141	92,5	5.559
Pouvoir judiciaire	Magistrat(e) du STF	2	22,2	9	77,8	11
	Magistrat(e) du STJ	5	16,7	30	83,3	35
	Magistrat(e) du TST	5	23,8	21	76,2	26*
	Magistrat(e) du TSE	1	16,7	6	83,3	7
	Magistrat(e) du STM	1	7,1	14	92,9	15
	Total	14	17,5	80	82,5	94*

Sources : Tribunal Superior Electoral; Supremo Tribunal Federal et <http://www.brasil.gov.br>.

Note : * 1 poste vacant.

Références

Institut de recherche appliquée (IPEA) et Secrétariat à la planification et aux investissements stratégiques (SPI/MP). Mars 2010. *“Objetivos de Desenvolvimento do Milênio, 4º Relatório Nacional de Acompanhamento”*.

Secrétariat chargé des politiques de la femme de la Présidence de la République. 2008.

Deuxième Plan national de politiques de la femme. Résultat des requêtes de la Conférence nationale de politiques en faveur des femmes (CNPM).

Secrétariat chargé des politiques de la femme de la Présidence de la République. 2009.

Rapport sur la mise en œuvre du premier Plan national de politiques de la femme.

Législation récente en faveur du développement social des femmes

Loi 11.340/2006 - Loi Maria da Penha, du 7 août 2006, qui prévoit des mécanismes de lutte contre la violence conjugale et familiale, aux termes du § 8, art. 226 de la Constitution Fédérale, de la CEDAW y de la Convention de Belém do Pará; décide de créer des Tribunaux pour la violence conjugale et familiale à l'égard des femmes; modifie le Code de procédure pénale, le Code pénal et la Loi d'exécution des peines.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_Ato2004-2006/2006/Lei/L11340.htm

Loi 11.804, du 5 novembre 2008, qui régit le droit à l'alimentation des femmes enceintes.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_Ato2007-2010/2008/Lei/L11804.htm

Loi n° 11.770, du 9 septembre 2008, qui porte création du Programme Entreprise citoyenne, visant à proroger le congé de maternité sur la base d'une incitation fiscale et modifie la Loi n° 8.212, du 24 juillet 1991.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_Ato2007-2010/2008/Lei/L11770.htm

Loi n° 11.695, du 12 mai 2008, qui institue la Journée nationale de la Mammographie.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_Ato2007-2010/2008/Lei/L11695.htm

Loi n° 11.664, du 29 avril 2008, qui met en place des mesures dans le secteur santé garantissant la prévention, la détection, le traitement et le suivi des cancers du col de l'utérus et du sein dans le cadre du système unique de santé (SUS).

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_Ato2007-2010/2008/Lei/L11664.htm

Loi n° 11.634, du 27 décembre 2007, qui consacre le droit de la femme enceinte à connaître et à se mettre en rapport avec la maternité du SUS où elle sera prise en charge.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2007-2010/2007/Lei/L11634.htm

Loi n° 11.489, du 20 juin 2007, qui institue le 6 décembre comme Journée nationale de mobilisation des hommes pour mettre fin à la violence faite aux femmes.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2007-2010/2007/Lei/L11489.htm

Loi n° 11.441, du 3 janvier 2007, qui modifie certaines dispositions de la loi 5.869, du 11 janvier 1973 – Code de procédure civile, permettant la réalisation d'un inventaire, du partage, de la séparation consensuelle et du divorce consensuel par la voie administrative.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2007-2010/2007/Lei/L11441.htm

Loi n° 11.324, du 19 juillet 2006, qui modifie les dispositions des lois n° 9.250, du 26 décembre 1995, 8.212, du 24 juillet 1991, 8.213, du 24 juillet 1991, et 5.859, du 11 décembre 1972; révoque les dispositions de la loi n° 605, du 5 janvier 1949 ; elle traite de la déduction fiscale dans l'impôt sur le revenu de la cotisation patronale à la prévoyance sociale pour l'employée domestique.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2004-2006/2006/Lei/L11324.htm

Loi n° 11.261, le 30 décembre 2005, qui déclare la femme écrivain Rose Marie Muraro comme patronne du féminisme national.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2004-2006/2005/Lei/L11261.htm

Loi n° 11.112, du 13 mai 2005, qui modifie l'art. 1.121 de la loi n° 5.869, du 11 janvier 1973 – Code de procédure civile, pour inclure l'accord entre les conjoints sur le régime des visites aux enfants mineurs.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2004-2006/2005/Lei/L11112.htm

Loi n° 11.111, du 5 mai 2005, qui réglemente la partie finale de la disposition visée à l'alinéa XXXIII du texte de l'art. 5° de la Constitution fédérale et établit d'autres dispositions

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2004-2006/2005/Lei/L11111.htm

Loi n° 11.108, du 7 avril 2005, qui modifie la loi n° 8.080, du 19 septembre 1990, pour garantir aux femmes qui accouchent le droit à la présence d'une personne qui les accompagne durant le travail de couches, l'accouchement et les moments qui suivent dans le cadre du SUS.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2004-2006/2005/Lei/L11108.htm

Loi n° 11.106, du 28 mars 2005, qui modifie les art. 148, 215, 216, 226, 227, 231 et ajoute l'art. 231-A au décret ayant force de loi no 2.848, du 7 décembre 1940 – Code pénal.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2004-2006/2005/Lei/L11106.htm

Décret n° 6.690, du 11 décembre 2008, qui institue le programme de prorogation du congé aux femmes enceintes et aux femmes qui adoptent, établi les critères d'adhésion au programme et ajoute d'autres dispositions.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2007-2010/2008/Decreto/D6690.htm

Décret n° 6.572, du 17 septembre 2008, qui apporte un nouveau libellé à l'art. 4° du décret n° 5.390, du 8 mars 2005, qui approuve Plan national de politiques de la femme - PNPM et institue le Comité d'articulation et de suivi.

https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato2007-2010/2008/decreto/d6572.htm

Décret n° 6.481, du 12 juin 2008, qui réglemente les articles 3°, alinéa d, et 4° de la Convention 182 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, a adopté aux termes du décret législatif n° 178, du 14 décembre 1999, et promulguée par le décret o n° 3.597, du 12 septembre 2000, et établit d'autres dispositions.

https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato2007-2010/2008/Decreto/D6481.htm

Décret n° 6.412, du 25 mars 2008, qui établit la composition, la structuration, les conséquences et le fonctionnement du Conseil national des droits de la femme – CNDM.

https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato2007-2010/2008/Decreto/D6412.htm

Décret n° 6.387 du 5 mars 2008, qui approuve Plan national de politiques de la femme – II PNPM.

https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato2007-2010/2008/Decreto/D6387.htm

Décret n° 6.384, du 27 février 2008, qui apporte un nouveau libellé au § 6° de l'art. 16 du règlement de la Prévoyance sociale, approuvé par le décret n° 3.048, du 6 mai 1999, relatif à l'union stable.

https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato2007-2010/2008/Decreto/D6384.htm

Décret n° 6.307, du 13 décembre 2007, qui dessine des bénéfices éventuels visés à l'art. 22 de la Loi n° 8.742, du 7 décembre 1993.

https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato2007-2010/2007/decreto/d6307.htm

Décret 6.269 du 22 novembre 2007, qui modifie et augmente les dispositions du décret n° 5.390, qui approuve le Plan national de politiques de la femme - PNPM et institue le Comité d'articulation et de suivi.

https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato2007-2010/2007/Decreto/D6269.htm

Décret du 17 août 2007, qui convoque la II^e Conférence nationale de politique en faveur des femmes.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato2007-2010/2007/Dnn/Dnn11176.htm

Décret n° 6.122, du 13.06.2007, qui apporte un nouveau libellé aux art. 97 et 101 du règlement de la *Revidencia Social*, approuvé par le décret no 3.048, du 6 mai 1999.

https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato2007-2010/2007/Decreto/D6122.htm

Décret n° 5.948, du 6 octobre 2006, qui approuve la Politique nationale de lutte contre le trafic d'êtres humains et institue le Groupe de travail interministériel chargé d'élaborer le projet du Plan national de lutte contre le trafic d'êtres humains - PNETP.

https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato20042006/2006/Decreto/D5948.htm

Décret n° 6.347, du 8 janvier 2008, qui approuve le plan national de lutte contre le trafic - PNETP et institue le Groupe consultatif d'évaluation et de diffusion.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_Ato2007-2010/2008/Decreto/D6347.htm

Décret n° 7.052 du 23 décembre 2009, qui réglemente la loi n° 11.770, du 9 septembre 2008, portant création du Programme Entreprise citoyenne, destiné à prolonger le congé de maternité des employées de personnes juridiques. Programme d'adhésion volontaire d'entreprises du secteur privé pour les femmes qui viennent d'accoucher et les mères adoptives.

https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato_2007-2010/2008/decreto/d7052.htm
